

Gaston CALMETTE
Directeur-Gérant

RÉDACTION DU SUPPLÉMENT
Francis CHEVASSU

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
Paris, 26, rue Drouot (9^e), Paris

Sommaire

EMILE OLLIVIER.....	L'Opinion publique en juillet 1870
BARON PIERRE DE BOURGOING.....	1809-1859
ARMAND DAYOT.....	Constantin Guys
JULES BOIS.....	Les charmes
	Poésie inédite
ANDRÉ BEAUNIER.....	A travers les Revues
FRANCIS BÉUF.....	Une romanesque Nouvelle inédite
OUTIS.....	Notes et curiosités
G. LABADIE-LAGRAVE.....	Les lettres d'amour de Beethoven
RAOUL ARNAUD.....	« Stanislas Fréron et Paulette Bonaparte » Le livre du jour

Page Musicale

RYMSKY-KORSAKOW..... « Ivan le Terrible »
Chœur de jeunes filles

L'Opinion publique en Juillet 1870

M. Emile Ollivier publiera, la semaine prochaine, le quatrième volume de son admirable histoire de : *L'Empire libéral*. L'illustre académicien a bien voulu réserver aux lecteurs du *Figaro* la primeur d'un des chapitres les plus passionnants de ce livre qui éclaire définitivement l'histoire contemporaine et dont la récente publication, dans la *Revue des Deux Mondes*, eut dans toute l'Europe un profond retentissement.

Ce qui rendait nos délibérations plus difficiles, c'est que les murs de nos ministères étaient assaillis par une tempête d'indignation qui nous demandait des résolutions extrêmes. L'opinion publique, beaucoup moins maîtresse de ses sentiments que nous ne l'avions été des nôtres, manifestait une fois de plus le trait saillant de notre caractère, relevé par les observateurs de tous les temps : « Les décisions des Gaulois sont subites et imprévues et ils se décident rapidement à la guerre (*mobilitas et celeritas*) », écrit Jules César. La nature des Français, disait un Milanais au service de la France, Trivulzi, est de s'enflammer subitement. « Nous sommes une nation volcanique », écrit Dumouriez. Le 4 juillet, au matin, se produisit une de ces explosions subites, volcaniques, irrésistibles. Les ambassadeurs étrangers, témoins froids et attentifs, l'ont constatée. « Lorsque la nouvelle de l'acceptation par le prince Hohenzollern de la candidature au trône d'Espagne, a écrit Metternich, arriva à Paris, elle y produisit une émotion très soudaine et très vive. On y vit un plan combiné entre le maréchal Prim et la Prusse. » Lyons est plus expressif : « Sans considérer jusqu'à quel point les intérêts réels de la France sont en question, le pays a pris la proposition de placer le prince de Hohenzollern sur le trône d'Espagne pour une insulte et un défi de la part de la Prusse. On ne pouvait méconnaître que les sentiments de la nation française rendaient impossible au gouvernement, même s'il le voulait, d'acquiescer à l'installation du prince de Hohenzollern en Espagne. » Taxile Delord, dans son *Histoire du second Empire*, pamphlet plus qu'histoire, dit aussi : « Cette éventualité (Hohenzollern sur le trône d'Espagne) menaçait trop les intérêts de la France pour que son gouvernement n'agitât de chercher, même au prix des plus grands efforts, à obtenir l'abandon de la candidature du prince Léopold de Hohenzollern. »

En effet, pas un homme politique, pas un militaire qui n'exprimât hautement sa réprobation de l'entreprise prussienne. Le maréchal Vaillant écrit dans son carnet le 5 juillet : « On apprend que Prim a offert le trône d'Espagne au prince prussien Hohenzollern. Il me semble que c'est la guerre ou à bien peu près. » Doudan, quittant son ton habituellement goguenard, s'écrit : « Je crois qu'honorablement nous ne pourrions pas supporter cette insolence d'un colonel prussien régnant sur les revers des Pyrénées. » Jules Favre admettait, quoique le point pût être discutable, que la candidature du prince de Hohenzollern à la couronne d'Espagne pouvait être un *casus belli*. Jules Simon ne concevait pas que cela fût discutable : « La France ne pouvait, sans compromettre sa sécurité et sa dignité, tolérer la candidature du prince Léopold. » Thiers disait que la France devait considérer cette candidature comme une offense à sa dignité et une entreprise contre ses intérêts. Gambetta, plus véhément encore, criait que « tous les Français devaient se réunir pour une guerre nationale ».

L'opinion des hommes d'Etat étrangers, à ce moment où les calculs n'arrivaient pas à l'expression sincère des sentiments, se prononça partout comme celle des hommes d'Etat français. « Il était impossible, dit Granville à l'ambassadeur d'Espagne, de ne pas prévoir qu'un pareil choix, fait en secret et annoncé soudainement, causerait une grande irritation en France. » Il n'était pas moins explicite avec son agent à Berlin : « Le strict secret avec lequel les négociations ont été conduites entre le ministre d'Espagne et le prince qui a été l'objet de son choix semble inconciliable, de la part de l'Espagne, avec les sentiments d'amitié et la réciprocité des bons rapports de nation à nation et a donné, ce que le gouvernement de Sa Majesté ne peut s'empêcher d'admettre, une juste cause d'offense que, on pourra peut-

être le prétendre, il sera impossible d'écarter tant que la candidature du prince sera maintenue. » Bessé, dans une conversation avec le ministre espagnol, avait vivement exprimé sa surprise et sa désapprobation. Il l'avait télégraphié à son ministre à Madrid : « L'idée pouvait être excellente, mais son effet serait déplorable et mettrait en péril la paix de l'Europe. » Le brave Topetz était exaspéré contre Prim : « Comment ! disait-il à Mercier, aller provoquer la France dans l'état où nous sommes ; mais c'est de la folie ! Nous voulons faire une chose qui pouvait ne pas être agréable à l'Empereur, mais nous étions bien convaincus que tout pourrait s'arranger sans troubler les relations entre les deux pays. Si le fait, je ferais mon *mea culpa* devant les Cortès. Je dirai que je me repens de la part que j'ai prise dans la révolution et que je reviens au prince Alphonse. » Marie de Hohenzollern, comtesse de Flandre, la sœur du candidat, écrivait à Antoine Radziwiłł : « Ce serait un deuxième Sadova ; la France ne le permettrait pas. » La fille répète, à l'explosion du gnet-apens, ce que le père avait dit alors qu'il était encore en perspective : « La France ne le permettrait pas. » Et ainsi le sentiment français se trouve en quelque sorte justifié par ceux qui l'ont déchaîné. Le Tsar, qui ne voyait pas encore clair au fond des pensées de son allié, avait au général Fleury, dans une première impétuosité de sincérité, « qu'il reconnaissait tout ce que l'offre du trône au prince de Hohenzollern a de blessant pour la France et que, quel que soit le peu de valeur du candidat, il n'en deviendrait pas moins un drapeau pour la Prusse à un moment donné ». Le ministre des affaires étrangères de la Haye, Roest van Limburg, lorsque l'ambassadeur d'Espagne lui annonça la nouvelle, s'écria : « Ce choix est bien inacceptable pour la France. » Le ministre même d'Espagne à Berlin reconnaissait que notre mécontentement était juste...

Les journaux reflétaient ces opinions des hommes d'Etat avec une véhémence déchaînée. La presse, a dit M. Thiers, est la voix de la nation : il n'y a pas un homme d'Etat sérieux, qui, lorsqu'il veut étudier les dispositions de l'Angleterre, ne lise avec soin les journaux anglais. Pour moi, qui ai eu quelquefois l'honneur de tenir dans mes mains les affaires extérieures de mon pays, c'est par la presse anglaise, beaucoup mieux que par les déclarations du gouvernement anglais, que j'ai reconnu les vraies tendances du peuple de la Grande-Bretagne. Ainsi, quand je dis que la presse est la voix du pays, je veux dire que dans un pays où le peuple a la parole, toutes les opinions réunies représentent la voix de la nation. Eh bien, de même que la voix d'un individu s'accroît fortement lorsque cet individu est en proie à des passions vives, de même la presse d'un pays s'accroît des que les passions de ce pays s'animent. Quoi que vous fassiez, quel que moyen que vous employiez, quand le cœur du pays s'anime, sa voix s'anime aussi, cette animation s'exprime par la presse. »

Si la presse est vraiment la voix d'une nation, jamais nation n'exprima plus clairement ce qu'elle ressentait. Le premier et le plus ardent à parler fut naturellement le journal de la guerre, le *Pays*, rédigé par Granier de Cassagnac et son fils Paul : « Cette affaire d'Espagne, qui eût été sans importance, il y a dix ans, est la goutte d'eau qui fait déborder notre calice trop plein d'amer-tume. Les promesses mensongères de 1866, l'affaire du Sleswig, l'exécution du traité de Prague, la spoliation du Hanovre, l'annexion déguisée de Bade et de toute l'Allemagne, l'insolente conduite dans les événements du Luxembourg, l'alliance italienne, le Saint-Gothard, tout cela se succédait, s'entassait au mépris de notre sécurité, de nos droits, de l'équilibre européen. Et maintenant, on viendrait nous imposer un roi prussien à Madrid ? Non, nous ne le permettrons pas. » D'ordinaire, les boutades furibondes du *Pays*, si ce n'est dans un petit cercle, provoquaient le sourire plus que l'émotion. Il en alla autrement cette fois. Ce fut à qui se les appropriait et leur ferait écho. Le *Soir*, journal des ambitieux déçus ou impatients, représentés par le brillant About, le fit avec virulence : « Au milieu des tergiversations de la diplomatie personnelle, on annonce que le général Prim fait un roi d'Espagne à lui tout seul. C'est encore un Hohenzollern, encore un colonel prussien catalogué au répertoire de M. de Bismarck. Il ne suffit pas que la Prusse s'étende et se fortifie sur notre frontière de l'Est ; c'est peu qu'elle ait acquis par notre faute un allié fidèle et dévoué sur nos frontières du Sud-Est ; on lui permettrait d'installer un proconsul au Sud-Ouest sur notre frontière d'Espagne. Mais nous sommes trente-huit millions de prisonniers, si la nouvelle nous paraît fautive, elle le sera, si on le veut ; mais le gouvernement français est-il encore capable de vouloir ? Toute son énergie se borne-t-elle à repousser la candidature du duc de Montpensier ? » Le *Gaulois*, organe indépendant, et rédigé par un écrivain d'un esprit charmant et élevé, Pessard, n'est pas plus résigné : « Si l'a pu à l'Empire autoritaire d'accepter Sadova et de se consoler de l'affaire du Luxembourg, la France, rendue en partie à elle-même, ne saurait supporter qu'on la brave et qu'on la provoque impunément. La guerre ! personne ne la hait plus que la France libérale, éprise de droit et de justice. Personne plus et mieux que la démocratie libérale ne sent quel danger une guerre heureuse peut faire courir à la liberté. Personne mieux que nous autres ne frémit à la pensée des maux qu'un échec pourrait attirer sur nous. Mais s'il faut choisir une fois

encore entre la patrie amoindrie, réduite, et la guerre, nous n'hésitons pas... Nous estimons que le gouvernement français ne pourrait, sans trahison vis-à-vis de la France, supporter un jour de plus les agissements prussiens. On pourrait pardonner au Cabinet d'avoir manqué à ses promesses, ravivé nos colères, on ne lui pardonnerait pas de n'avoir pas su être français. »

Les plus intéressants à entendre sont les journaux résolument hostiles à l'Empire. Avant tout le *Temps*, organiste dirigé avec un talent de premier ordre par un esprit fin, cultivé, puissant, Neffler. On y lit : « De toutes les conditions imaginables, ce serait la plus désagréable et la plus gênante pour le gouvernement français et la plus réellement inquiétante pour la situation européenne de la France. Au point de vue de la position et de l'influence, les résultats de Sadova ont fait perdre à la France une grande partie de ce qu'elle devait au traité de Westphalie et de ce qu'aucune des luttes subséquentes, ni même aucun revers, pas même les traités de 1815, n'avaient pu lui enlever. Si un prince prussien était placé sur le trône d'Espagne, ce n'est pas jusqu'à Henri IV seulement, c'est jusqu'à François I^{er} que nous nous trouverions ramenés en arrière. Qu'était-ce en effet que l'empire de Charles-Quint, si ce n'est l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne enlaçant la France et l'isolant ? Et qui ne sent que l'avènement d'un prince prussien équivalait à cet état de choses, avec cette différence plutôt désavantageuse que le principal poids de la puissance rivale se trouverait au Nord, du côté où notre frontière est la plus exposée ? » Le *Français*, journal organiste aussi, rédigé par François Beslay et Thureau-Dangin, deux jeunes écrivains de talent, très au courant de la véritable tradition nationale, n'hésite pas non plus : « Le patriotisme français ne saurait accepter sans alarme une combinaison qui placerait l'Espagne sous la main de la Prusse, allié déjà de l'Italie. C'est trop d'avoir créé sur nos flancs deux unités puissantes ; aller au delà serait un suicide à plaisir la prépondérance formidable contre laquelle nos pères ont lutté pendant deux siècles. » La *Gazette de France*, organe renommé du parti légitimiste militant, dans les mains de l'inextinguible Janicot, ne laisse pas échapper cette occasion d'envenimer une mésaventure de l'Empire. Puis arrive la série des journaux républicains ; les anciens comme le *Siccle* et le *Charivari* ; ceux qui viennent de naître, grâce aux libertés nouvelles : le *Rappel* des fils Hugo et de Vaquerie, l'*Avenir National*, de Peyral le Jacobin, le *Réveil* de Delescluze, le *Paris-Journal* du spirituel Assolant, le *Centre gauche* de l'Oriental Baragnon, luttent entre eux à qui flétrira de plus de sarcasmes et de mépris le gouvernement surpris par le complot bismarckien.

Un seul écrivain de renom ne partagea pas l'émotion publique, John Lemoine, du *Journal des Débats*. Selon lui, il ne fallait attacher aucune importance à des questions de dynastie et de personne royale. Il ne serait pas du tout étonné que M. de Bismarck fût tout à fait étranger à ce nouveau projet espagnol. « Décidément, Salova est d'une digestion difficile. Il faut garder ses griefs pour de meilleures raisons ou de meilleurs prétextes... La France prend feu. C'est une erreur que nous ne voulons pas encourager. » Toutefois, en restant froid, John Lemoine constate que « la France prend feu » et son journal écrit le même jour : « Les journaux parisiens se montrent en général fort peu favorables à cette candidature à laquelle parti qu'ils appartiennent. » (7 juillet.) Et le journal de Clément Duvernois n'était contredit par personne lorsqu'il prenait acte de cette quasi-unanimité constatée également par le journal des nouvelles du monde et de la grande publicité, le *Figaro*.

De tous les journaux dont je viens de reproduire l'opinion, il n'en est pas un qui n'ait pu dire gouvernemental. Le seul auquel on pouvait accorder cette qualification était le *Constitutionnel*, que son propriétaire Gibiat avait mis à notre disposition, et dont le rédacteur en chef, Mitchell, mon ami, était dévoué à la politique pacifique par conviction. La *Patrie* nous soutenait habituellement, mais avec moins de solidité puisqu'elle s'était prononcée contre le plébiscite et était par conséquent Saint-Valry ne possédait pas son rédacteur. Dans les autres journaux, je comptais quelques relations plus ou moins amicales, telles que Dalloz au *Monteur Universel*, Pessard au *Gaulois* et même Neffler au *Temps*, Hervé au *Journal de Paris*, qui, malgré leur bienveillance, n'étaient pas du tout inébranlables à ma politique et suivaient des idées personnelles sur lesquelles je n'exerçais aucune influence. J'étais en désaccord sur la question de paix et de guerre avec Girardin, celui-là un ami dont j'avais éprouvé le dévouement. Il venait de céder la *Liberté* à son neveu par alliance, Léonce Detroval, ancien officier de marine, homme de cœur et d'intelligence, que je connaissais peu, et il s'était réservé la faculté d'y exprimer son opinion quand il lui conviendrait. Cette opinion, dès qu'il s'agissait des affaires extérieures, continuait à être contraire à la mienne.

Parmi les reproches injustes qu'on nous a adressés, il n'en est deux pas que nous méritons moins que celui d'avoir excité la presse ou de ne l'avoir pas contenue. Comment aurions-nous pu y arriver ? Nous n'avions aucune action sur elle et souvent elle ne nous épargnait pas plus que la Prusse. Bismarck y avait bien plus d'influence, puisque, dans chaque journal, il comptait au moins un écrivain solé tout à ses ordres. Comme nous savions le nom de quelques-uns d'entre eux, ce nous était un moyen de connaître les intentions de leur soudoyer. De plus, Bismarck tenait dans

sa main, non seulement presque toute la presse prussienne, mais une grande partie de la presse allemande et de la presse autrichienne, et il avait ainsi, plus que nous, les moyens de déterminer, soit en France, soit en Europe, le mouvement d'opinion qu'il lui plaisait... Nous touchons ici à ce qui domine véritablement le drame diplomatique et militaire dont nous allons faire le récit. Quelle importance faut-il attacher à ce fait d'un prince allemand s'asseyant sur le trône d'Espagne ? Est-ce un fait sans menaces en ce qui nous concerne, sans profit en ce qui touche la Prusse, et avons-nous en menant grand bruit de cette éventualité, fait, comme dit Scherr, d'une puce un éléphant ? C'est ce que nous examinerons. Gramont et moi, en quelques heures qui équivalaient, par l'intensité de notre travail, à de longues journées. Voici quel fut le résultat de cet examen.

En 1815, après avoir établi une certaine balance des forces, chacune des grandes puissances s'était engagée à la respecter et à ne pas profiter des transformations qui s'opéreraient dans le régime intérieur des Etats européens pour se procurer une influence exclusive ou un avantage isolé. Rechercher, au profit de l'un des membres de sa famille, une couronne vacante, avait été considéré comme un des moyens les plus dangereux de se procurer une influence exclusive et un avantage isolé. On se rappelait que Louis XIV, pouvant choisir entre l'acquisition personnelle d'une partie des dominations espagnoles en vertu d'un traité conclu avec Guillaume III et Heinsius, et l'acceptation de la totalité du royaume pour son petit-fils en vertu du testament du Roi défunt, avait trouvé que sa grandeur avait plus à gagner par l'intronisation de son petit-fils sur l'Espagne. Chacune des grandes puissances s'était interdite d'acquiescer à un membre de sa famille, sans un consentement formel de l'Europe, un trône vacant. On ne tarait la pas à cette règle à une hypothèse qu'on n'avait point d'abord prévue, à celle « où un prince ne appartenant pas à une des cinq grandes puissances, même un simple particulier, chef de parti, créerait par son accession à un trône vacant un danger pour l'Etat voisin ». Palmerston fit donner une nouvelle extension à cette règle protectrice d'équilibre : « Le choix du mari de la Reine, dans un pays indépendant, dit-il, est évidemment une question dans laquelle les gouvernements des autres pays n'ont aucun titre à intervenir, à moins qu'il ne soit possible que ce choix tombe sur quelque prince appartenant directement à la famille régnante de quelque puissance Etat étranger, qui unirait vraisemblablement la politique de son pays natal d'une façon nuisible à la balance des pouvoirs et dangereuse pour les intérêts des autres Etats. » (19 juillet 1846.)

De nombreux exemples ont confirmé ces règles. En 1830, les souverains de la Russie, de la France et de la Grande-Bretagne, libérateurs de la Grèce, exclurent du nombre des prétendants au nouveau trône tous les princes appartenant à leurs familles. Et ils n'avaient désigné d'abord le prince Léopold de Saxe-Cobourg, depuis roi des Belges, qu'en établissant qu'il avait cessé d'appartenir à la famille royale d'Angleterre. En 1831, après la révolution qui sépara la Belgique de la Hollande, Palmerston, plénipotentiaire à la conférence de Londres, invoqua le précédent grec et fit décider qu'« au cas où la souveraineté de la Belgique serait offerte à des princes des familles qui régnaient en Autriche, en France, dans la Grande-Bretagne, en Prusse et en Russie, cette offre serait invariablement rejetée ». Et malgré l'enthousiasme avec lequel avait été reçue l'élection au trône par le Congrès national (1831) de son fils, le duc de Nemours, Louis-Philippe refusa son consentement de chef de famille au vœu du peuple belge. Considérant que le souverain de la Belgique devait nécessairement répondre aux conditions d'existence de ce pays (la neutralité), on exclut également le prince de Leuchtenberg, fils d'Eugène de Beauharnais, allié par sa mère Amélie de Bavière à la famille Bonaparte, bien qu'il n'appartint à aucune des cinq grandes puissances.

A la suite de cette double exclusion, avant d'offrir la couronne à Léopold de Saxe-Cobourg, le gouvernement belge s'assura que le gouvernement français, d'abord contraire, avait renoncé à son opposition, et le prince lui-même, après le vote du Congrès national, n'accepta la couronne que sur l'assurance des représentants des grandes puissances que son élection serait reconnue. En 1846, malgré le désir de la reine Marie-Christine de donner à sa fille un prince aussi séduisant que le duc d'Aumale, l'Angleterre prononça contre ce mariage une exclusion formelle qu'elle renouvela plus tard contre le duc de Montpensier, et devant laquelle Louis-Philippe dut renoncer à un projet cher à son cœur. En 1859, un parti tésaroffit au prince Napoléon la couronne grand-ducale : l'Empereur ne voulait pas même discuter le projet, et à l'égard de Naples il écarta préemptoirement les prétentions qu'on supposait aux Murat. En 1862, après l'expulsion de Grèce du roi Othon, il refusa encore d'autoriser la candidature d'un des membres de sa famille. Le tsar Alexandre n'approuva pas davantage celle de Romanowski, époux de la grande-duchesse Marie Nicolaevna, fille de Nicolas, quoiqu'on pût contester que le Prince eût été admis au rang des princes de la famille impériale, et soutenir qu'il se trouvait dans une situation analogue à celle de Léopold de Saxe-Cobourg vis-à-vis la maison d'Angleterre, lorsqu'il fut choisi comme souverain de la Grèce. L'Angleterre suivit la même conduite relativement au prince Alfred, un des

fils de la Reine, et le Congrès hellénique l'avantélu quand même, la Reine ne l'autorisa pas à accepter. Vis-à-vis de l'Espagne même, un des motifs qui engagèrent le ministre italien à repousser la candidature espagnole, offerte au duc de Gènes, fut qu'on n'était pas certain d'obtenir l'assentiment des puissances.

Nous dégageons donc d'abord cette première règle, que, lorsqu'il s'agit du choix d'un souverain, un gouvernement étranger n'a jamais le droit de prétendre, mais à toujours le droit d'exclure, si le candidat appartient à l'une des familles régnantes dans les grands Etats, ou si, y étant étranger, il constitue, par sa situation personnelle, un péril extérieur ou intérieur.

Nous nous posâmes une autre interrogation. La règle était certaine, devions-nous l'invoquer ? Ne serait-il pas plus conforme aux principes de la société moderne d'y renoncer ? N'était-elle pas devenue surannée, alors que les institutions avaient retiré aux rois les pouvoirs sans limites qui plaçaient dans leur volonté la paix, la guerre, les alliances et les avaient subordonnées à la volonté des peuples, au vote des assemblées ? Guizot avait déjà débarrassé la discussion politique de ce mauvais raisonnement : « Des esprits superficiels affectent de mépriser les liens de famille entre souverains, et de les tenir pour vains entre les Etats. Etrange marque d'ignorance ! De tels liens ne sont sans doute ni infailliblement décisifs, ni toujours salutaires ; mais toute l'histoire ancienne et moderne et notre propre histoire sont là pour démontrer leur importance et le parti qu'une politique habile en peut tirer. » Il est aussi déraisonnable de ne pas attacher d'importance aux rapports de parenté entre les rois, sous prétexte que ces liaisons n'ont pas toujours conjuré les ruptures, qu'il le serait de n'attribuer aucune valeur aux affections de famille parce que, souvent, des frères ont été ennemis ou que l'antagonisme ou la froideur ont séparé des pères et des fils. Supprimez les parentés dynastiques, les regards affectueux qu'elles avaient établis entre les tsars et les rois du Prusse, combien d'événements eussent été modifiés par l'antipathie réciproque des Slaves et des Allemands ! Même dans la constitutionnelle Angleterre, cette influence des parentés n'est pas nulle. Croit-on que celle existant entre la reine Victoria et le premier roi de Belgique, Léopold, n'ait pas donné une vigueur toute particulière dans la politique anglaise au principe de défendre la neutralité belge ? N'est-ce point parce que la Reine, presque aussi Allemande qu'Anglaise, en souvenir de son cher Albert, avait identifié les intérêts de son pays à ceux de l'Allemagne, que les ministres anglais avaient assésé impassibles au démantèlement du Danemark, à l'agrandissement démesuré de la Prusse, à l'humiliation de l'Autriche ? Et Bismarck, craignant que la Reine n'usât de ses liens de famille avec le Kronprinz pour influencer sur la politique prussienne, avait obtenu du roi Guillaume qu'il tint son fils en dehors des détails intimes de la diplomatie.

Cette règle est si tutélaire du bon ordre européen, que, même après la guerre amenée par sa violation, elle a été consacrée encore plusieurs fois. Au début même de la guerre, don Fernando de Portugal paraissait revenir sur ses refus, la première condition qu'il posa fut un consentement préalable des puissances et notamment des cabinets de Paris et de Londres. Le prince Amédée de Savoie n'a été autorisé par son père à accepter la couronne d'Espagne qu'après avoir obtenu l'assentiment de toutes les grandes puissances formellement consultées. Prim résista d'abord à cette exigence, condamnation rétrospective de sa conduite envers nous. Le gouvernement italien insistant, il fut contraint (19 octobre) de demander cette autorisation des puissances, y compris celle de la France, dont il avait cru devoir se passer pour le Hohenzollern. Enfin, l'article 3 du traité de Berlin, du 13 juillet 1876, intervint comme conclusion de la guerre de la Russie contre la Turquie, stipule qu'« aucun membre des dynasties régnantes ne pourra être élu prince de Bulgarie ».

Il ne nous restait donc qu'à rechercher de quelle manière s'était exercé ce droit d'exclusion réservé aux grandes puissances sans violer le principe supérieur de l'indépendance des peuples. La Conférence de Londres était partie de cette idée que tout droit, celui des nations comme celui des individus, est limité par le droit d'autrui, et que si toute nation est libre de s'organiser et de se choisir comme roi qui lui plaît, il ne lui est pas permis de menacer la tranquillité d'un peuple voisin par le choix qu'elle fait. Et elle avait autorisé Louis-Philippe à empêcher, s'il y avait lieu, par la force, l'élection du duc de Leuchtenberg. Cette décision de la Conférence ne tarda pas à être considérée comme un abus de pouvoir et l'Europe n'y persista pas. Elle trouva excessif que le simple choix d'un monarque, indépendamment de tout fait de sa part, pût être considéré comme un acte arbitraire autorisant une intervention : une nation n'avait à rendre compte à personne de l'usage, bon ou mauvais, qu'elle avait de sa souveraineté. On avait, au contraire, consacré le droit de demander au chef de la famille royale à laquelle appartenait le prince élu de refuser son consentement, sans lequel l'élection ne pouvait aboutir à un résultat pratique : ainsi, l'équilibre des forces européennes était maintenu sans qu'aucune atteinte fût portée à l'indépendance d'un peuple.

On a toujours procédé de la sorte dans tous les cas où il y avait lieu d'appliquer l'exclusion internationale. A l'occasion de la candidature du duc de Nemours, la prohibition de l'Angleterre s'était adressée à la France, non à la Belgique. C'est à Louis-Philippe qu'elle avait notifié sa volonté d'empêcher, même par la

guerre, l'accession au trône du fils du Roi. De même en 1862, les puissances avaient pesé sur l'Angleterre et la Russie, et non sur la Grèce, pour écarter du trône le fils de la Reine et l'allié du Tsar. C'est encore à Louis-Philippe et non à l'Espagne que l'Angleterre avait intimé la prohibition du mariage de la reine Isabelle avec un prince d'Orléans. En 1865, ce fut le roi Léopold, et non le comte de Flandre, auquel la couronne avait été offerte par les Roumains, qui traita l'affaire, et ce fut son ministre belge Rogier qui notifia le refus. En 1866, les Russes et les Turcs, mécontents de l'élection de Charles de Hohenzollern au principal de Roumanie, exprimèrent leur déplaisir à Berlin, et non à Bucharest. Ainsi nous étions en possession d'une seconde règle certaine : pour empêcher l'intronisation d'un prince étranger dont la famille gagnerait par là en influence, il fallait s'adresser au chef de cette famille et non au peuple qui élut.

Ces deux règles générales, ainsi dégagées de l'analyse des faits, étaient-elles applicables à la candidature Hohenzollern ? D'abord il nous parut qu'en aucun pays ces règles ne s'imposaient plus qu'en Espagne. L'Espagne isolée dans sa péninsule, au bout de l'Europe, n'est en contact direct qu'avec la France. Il en résulte pour nous une sécurité ou une menace, suivant qu'elle nous est favorable ou contraire. De là les longs différends qui avaient séparé les deux peuples. Des deux côtés on avait lentement absorbé l'impossible : Philippe II avait refusé de placer sa fille Isabelle sur le trône de France ; Louis XIV, en asseyant son petit-fils sur celui de Madrid, lui avait conservé ses droits éventuels à la couronne de France. Le traité d'Utrecht (1712) condamna les deux prétentions et établit comme une maxime fondamentale du droit européen que la sécurité de l'Europe ne permettait pas de réunir les deux couronnes et qu'elles devaient rester indépendantes et séparées. Le prince à qui elles tomberaient en partage en même temps, par suite d'une circonstance quelconque, serait contraint d'opter et de résigner l'une ou l'autre. La France n'a jamais contesté l'autorité de cet arrangement. Napoléon I^{er} a voulu implanter à Madrid une royauté napoléonienne afin de ne pas laisser sur ses derrières une dynastie ennemie ; il n'a pas songé à annexer l'Espagne. La Restauration est allée y protéger un roi contre la révolution, elle n'a pas songé non plus à se l'annexer. Mais la réserve que la France a imposée à son ambition a pour condition que ses rivaux en Europe ne subissent une pareille, et elle n'aurait pas renoncé à s'étendre au delà des Pyrénées si l'Espagne avait gardé la liberté de se donner aux puissances rivales en état de la menacer. Il n'est pas un homme d'Etat français qui ne l'ait constaté : Chateaubriand, Berryer, Thiers, Guizot, Mignet sont inépuisables en démonstrations à ce sujet et c'est toujours été un axiome indiscuté de la diplomatie française que si notre intérêt est uniquement du côté du Rhin tant que nous sommes sûrs de l'amitié de l'Espagne, il l'est encore plus du côté des Pyrénées si elle est sous l'influence d'une puissance ennemie.

Le premier soin de quiconque sera seulement jaloux de la grandeur de la France, ce sera de nous créer des difficultés de l'autre côté des Pyrénées, de nous attacher, en quelque sorte, un boulet au pied et de nous mettre entre deux feux. L'hostilité de l'Espagne aux mains de l'Angleterre a été une des principales causes des revers de Napoléon I^{er}. Si, en 1814, lorsqu'il se battait dans les plaines de la Champagne avec une poignée d'hommes, il avait eu auprès de lui l'armée que commandait le maréchal Soult et l'armée du maréchal Suchet, assurément il eût repoussé la coalition. On a donc toujours établi comme une exigence de notre sécurité qu'il nous faut à Madrid une politique amie. Aucun gouvernement sérieux n'a méconnu cet intérêt permanent. Quand Palmerston eut la singulière idée de substituer au duc d'Aumale un Cobourg comme mari de la Reine, notre ambassadeur à Madrid, Bresson, écrivit : « Je regarde un prince allemand en Espagne comme le coup le plus pénétrant, le plus sensible à l'honneur de la France et à l'orgueil, à l'existence peut-être de notre dynastie. » Et Louis-Philippe, qui n'était pas chercheur de querelles, fit une opposition déclarée à cette candidature qui lui fut un véritable cauchemar. Le ministre anglais ayant observé : « Je ne vois pas en vertu de quelle loi vous intervenez dans cette question ; la reine d'Espagne doit rester libre de choisir le mari qui lui plaît », notre chargé d'affaires Pigeot lui ferma la bouche d'un mot : « Dans ce cas, si la reine Isabelle désire épouser le duc d'Aumale, vous ne y opposerez pas ? — Ah ! fit le ministre, il s'agirait alors de l'équilibre de l'Europe : ce serait différent. » Et le Cobourg, comprenant qu'il était impossible de s'installer en Espagne malgré l'opposition de la France, retira de lui-même sa candidature. Une troisième règle nous devint donc évidente : c'est que la France a un droit et un intérêt particulier à faire respecter en Espagne le principe imposé à toutes les puissances de ne pas accepter pour l'un de leurs princes une couronne quelconque sans l'autorisation des autres puissances.

Léopold de Hohenzollern, quoique son père ne régnât pas, appartenait incontestablement à la famille régnante d'une grande puissance signataire du protocole organique de février 1831. Sans doute les deux maisons sont séparées depuis plus de six cents ans, la branche princière n'a aucun droit d'héritier de la couronne prussienne, et elle est catholique ; mais, par un pacte de famille, elle est considérée comme ligne collatérale et ses princes comme apparentés à la fa-

mille royale de Prusse. Un statut a précisé sa situation légale et ses obligations d'obéissance vis-à-vis du chef de la famille. Nous avons vu comment les Hohenzollern se sont toujours rigoureusement astreints à cette obligation, en 1866 et pendant toute la négociation de leur candidature en Espagne. Leur prince le plus éminent, Charles de Roumanie, n'a négligé aucune occasion d'attester que lui et les siens appartenaient à la famille des Hohenzollern de Prusse.

Dans une visite à Zollern, il porte un toast, aussitôt télégraphié au roi Guillaume, dans lequel il dit : « Quoique je sois aujourd'hui prince de Roumanie, je suis et je reste un Hohenzollern ; aussi ai-je à cœur, me trouvant dans le burg ancestral, de boire à la santé du chef suprême de notre famille. Vive le roi Guillaume ! » Il ne signe pas son contrat de mariage avant d'avoir obtenu l'approbation du roi. Il avait spécialement demandé qu'on lui maintint cette règle « afin de documenter ainsi qu'il faisait partie de la maison de Hohenzollern ». Quand, en 1870, il eut un enfant : « Je m'efforcerai, dit-il, de donner à ce premier enfant, né à l'époque la plus glorieuse de l'Allemagne, une éducation qui le rende digne de la lignée des Hohenzollern. »

Le prince Léopold, devenu roi d'Espagne, n'eût point pensé, parlé, agi autrement. Son obéissance au roi de Prusse était si entière qu'il n'osa prolonger un séjour aux Tuileries parce que l'autorisation lui en avait été refusée de Berlin. L'ambassadeur italien Tornelli, lié avec lui, m'a raconté que comme il essayait de le retenir un soir un peu tard, le prince lui dit : « C'est impossible, il faut que je me lève de bonne heure ; je déjeune à huit heures. — Eh bien ! vous déjeunerez plus tard. — C'est impossible, c'est l'heure du déjeuner du roi. — Vous déjeuniez donc avec lui ? — Non. — Il se croyait obligé de déjeuner à la même heure que le roi, même en dehors de sa présence ! Nous connaissons, d'ailleurs, ses sentiments à notre égard. Après la bataille de Sedan, Bismarck chevauchait par une nuit obscure aux côtés d'un général prussien, en se rendant à son quartier. La conversation tomba sur l'origine de la guerre ; Bismarck raconta la négociation touchant la candidature. Il exprima la pensée que le prince de Hohenzollern serait devenu Espagnol, et qu'il aurait oublié son origine allemande. Le prince, qui chevauchait derrière lui, à quelque distance, s'écria : « Je vous prie de croire qu'en devenant Espagnol, je n'aurais jamais oublié que je suis un Allemand. » Et il protesta énergiquement contre la possibilité de lui supporter des sympathies françaises. S'il n'avait pas oublié sa qualité de prince allemand sur le trône d'Espagne, le roi de Prusse s'en serait inmanquablement souvenu et lui aurait, dans les cas difficiles, prêté une assistance familiale. Le roi et Bismarck soutenaient qu'ils ne se mêleraient pas de ses affaires, mais ils avaient donné les mêmes assurances lorsque Charles de Hohenzollern s'était installé en Roumanie. Cependant, le roi disait à son ministre à Bucharest, Keyserling : « Maintenant que mon cousin Charles est en Roumanie, nous avons, sinon par des traités, du moins moralement, le devoir de le soutenir aussi bien et autant que possible. »

Cette qualité de princes prussiens de cette branche des Hohenzollern était tellement notoire que, voulant rendre honneur au prince Charles, à son passage à Vienne, l'empereur François-Joseph, pour la première fois depuis 1866, revêtit le grand cordon de l'Aigle Noir prussien, et Prim, dans son discours du 11 juin, et dans les circulaires de ses ministres, invoqua comme titre principal du candidat « qu'il fait partie de la famille d'une des plus grandes puissances d'Europe ». Et l'on eût trouvé naturel qu'un prince ainsi recommandé fût placé sur le trône d'Espagne ? Nous ne nous arrêtons pas au sophisme ludique qui soutenait que les Hohenzollern étant alliés avec Napoléon, leur candidature était aussi française qu'allemande. Palmerston avait usé de ce stratagème lorsqu'il voulut faire d'un Cobourg le mari de la Reine. — N'était-il pas, disait-il, le parent par alliance de la reine des Belges, le beau-frère de la princesse Clémentine, le frère de la duchesse de Nemours ? — Louis-Philippe répondit que sans doute Cobourg était tout cela, mais qu'il était avant tout Allemand. Et il ne s'arrêta pas à l'argument. Si ce mélange d'alliances devait être pris en considération, toutes les familles européennes étant plus ou moins liées entre elles, la règle deviendrait caduque. Nous ne fûmes pas arrêtés non plus par cette observation que le prince, en appartenant à la famille royale, n'était pas investi d'un droit de succession à la couronne. Leuchtenberg et Murat ne jouissaient pas davantage d'un droit successoral et celui de Montpensier et d'Alfred était si éloigné qu'il ne deviendrait certainement pas une réalité ; cependant ils avaient tous été exclus des trônes de Belgique, de Grèce et de Naples. Il est donc incontestable, et ceci nous fournit notre quatrième certitude, que Léopold entraînait dans la catégorie de ceux auxquels il était interdit d'accepter une couronne sans le consentement préalable de l'Europe et que, dans aucun cas, la France n'avait eu d'intérêt plus manifeste, plus impérieux d'invoquer la règle internationale et de conjurer un péril permanent...

La presse et l'opinion françaises ne se trompaient donc pas et ne cédaient pas à un mouvement de chauvinisme irréflecté en manifestant leur indignation contre la candidature prussienne. Elles étaient dans l'erreur lorsque, établissant un rapport de dépendance entre cette candidature et les événements de 1866, elles la repoussaient comme la dernière goutte, insignifiante en elle-même, redoutable seulement parce qu'elle tombe dans un vase plein : c'était un flot plus que suffisant à emplir tout d'un coup à lui seul un vase vide. Nul ombrage n'eût-il existé entre la Prusse et nous, nos relations depuis Sadowa eussent-elles été affectueuses et confiantes, elle n'en eût pas moins gardé son caractère de menace. Les mauvais procédés antérieurs de cette Prusse, ses ingratitudes, ses provocations envenimées, le grief, et ce qui n'eût été, sans cette aggravation, qu'une entreprise ambitieuse à contrecarrer, devenaient par elle une offense à ressentir si on ne voulait pas en être irrémédiablement déconsidéré. Ceux qui n'en sont pas persuadés

n'ont qu'à fermer ce livre, car ils ne comprendront rien aux événements qui vont se dérouler.

La conclusion de notre étude fut donc que nous ne nous associerions pas à ceux qui, dans l'affaire Hohenzollern, ne voyaient qu'un prétexte de réparer notre inaction de 1866, de prendre notre revanche de Sadowa et d'empêcher les développements ultérieurs de la victoire prussienne ; au contraire, nous secondions de toute notre force la résistance à une candidature qui était à la fois une provocation et un péril. Gramont, s'il eût été libre de suivre ses inclinations particulières de diplomate appartenant à la vieille école, n'eût pas répugné à généraliser la querelle au lieu de la renfermer strictement dans une question particulière, mais c'eût été au prix d'une rupture immédiate avec moi, puisque jamais je n'aurais accepté de devenir l'ennemi de ce principe des nationalités que j'avais défendu pendant tant d'années. Et dans cette rupture l'avantage n'eût pas été de son côté, car je lui avais expliqué, avant son entrée au pouvoir, mes vues d'abstention bienveillante envers le mouvement germanique et il s'y était résigné. Comme il était loyal, il n'essaya pas de revenir sur cet accord, et il fut bien entendu que, quoi qu'on dit autour de nous, il ne serait jamais question de Sadowa et de ses suites, mais uniquement de la candidature et de ses impossibilités. Nous fûmes encore plus facilement d'accord sur les moyens à employer contre cette candidature : ce seraient uniquement ceux qui avaient été consacrés par le droit international en vigueur, contre lequel la Prusse se serait d'autant moins recevable à s'élever que, depuis 1815, elle avait contribué à les établir de concert avec les autres puissances. Pour écarter la candidature, nous ne nous adresserions pas à l'Espagne, mais à la Prusse. Gramont et moi nous soumissions à l'Empereur les conclusions auxquelles nous étions conduits. Il les approuva complètement sans aucune objection, et il autorisa Gramont à les mettre incontinent à exécution.

Emile Ollivier.

LES CHARMEURS CHARMÉS (1)
Les charmeurs de serpents, suivis de courtisanes, Etendant de lourds tapis silencieux
A l'ombre veloutée et claire des plantes
Afin d'épanouir leurs dons mystérieux.
Des serpents ondulaient sur les nattes luisantes,
Des stries traversaient l'air comme des filets d'Aïgus ; et les bayadères éblouissantes, roseaux,
Pour mieux voir, se penchaient comme de blonds
Le peuple dit : « Quel est des aspects des Eves
Le reptile le plus souple et le plus fatal ?
Non moins que le poison l'amour tarit les sèves ;
La femme est formidable autant que l'animal. »
Elles entremêlaient leurs tendres chuchotements
En murmurant des mots pareils aux sifflements...
Les ascètes, maigris par de longues tortures,
Désolant la menace et les embrassements !
Les amantes gisaient à ces penoux fragiles,
Si belles qu'on eût dit des étoiles du ciel,
Et le peuple plaignait ces beautés inutiles,
Admirait les héros dompteurs d'un doux enfer.
Mais un frisson parcourut soudain l'ardente houle...
Sans bîou, sans atour et de rose candeur
Revenue, un enfant avait fendu la foule ;
Et dans ses bras montait des lys l'esquive odeur.

L'Humanité Divine

Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (2)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (3)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (4)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (5)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (6)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (7)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (8)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (9)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (10)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (11)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (12)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (13)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (14)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (15)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (16)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (17)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (18)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (19)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (20)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (21)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (22)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (23)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (24)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (25)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (26)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (27)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (28)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (29)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (30)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (31)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (32)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (33)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (34)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (35)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

LES CHARMEURS CHARMÉS (36)
Elle resta muette ; et les désirs profanes
Comme elle se taisaient, et nul ne blasphéma.
O miracle ! la Vierge impassible charma
Les charmeurs de serpents vainqueurs des courtisanes.
Jules Bois.

pied. Transporté à Vienne dans l'hôtel du comte Apponi, il y mourut le 3 juin. C'est là qu'eut lieu la reconnaissance de son corps, consignée en ces termes d'après les archives du ministère de la guerre :

« Nous, inspecteur de l'état civil, nous étant transporté dans une chambre située au rez-de-chaussée de la maison désignée ci-dessus, y avons trouvé le corps dudit général embaumé et ceint étroitement dans une toile, ayant sur le visage une toile mobile qui, soulevée, nous a permis de reconnaître ledit général, gisant dans un cercueil de cuivre renfermé dans une caisse de bois, que les témoins nous ont dit devoir être transporté au château impérial de Schönbrunn, près Vienne, pour y être placé à côté du cercueil de feu S. Exc. M. le maréchal duc de Montebello et être ensuite transporté dans le lieu qui sera ultérieurement fixé. »

L'Empereur jugea que le Panthéon seul pouvait servir de sépulture à ces deux généraux, qu'il nomma, l'un, Lannes, « le Roland moderne », l'autre, Saint-Hilaire, « le chevalier sans peur et sans reproche ».

En 1850, Napoléon III jetait ses soldats au delà des Alpes. Nous étions vainqueurs à Montebello, Palestro, Robecchetto, Magenta, Marignano, Solferino. En moins de deux mois, notre armée justifiait cette phrase de l'Empereur dans sa proclamation au peuple français : « Il faut que l'Autriche domine jusqu'aux Alpes ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique. »

Ainsi, à cinquante ans de distance, presque jour pour jour, l'Autriche nous fournissait les inscriptions frappées actuellement en lettres d'or sur les drapeaux de nos régiments.

Palestro, Solferino, Magenta, que je viens de citer, évoquent en moi des souvenirs de jeunesse :

Palestro, c'est le 3^e zouave. Le 3^e zouave, c'est le colonel de Chabron.

En 1870, le régiment que commandait mon père à l'armée de la Loire faisait partie de la brigade du général de Chabron, auquel je fus présent pendant le séjour au camp d'Argenteuil. Je me rappelle sa figure énergique, ses yeux qui pétillaient sous des sourcils broussaillés, sa large barbe blanche. Devenu un peu épais avec l'âge, il n'en avait pas moins conservé toute la vigueur d'un colonel de zouaves.

Le soir, quand il nous réunissait autour d'une table boiteuse, médiocrement servie, il racontait les furieux coups de baïonnette donnés à Malakoff, mais revenait toujours volontiers sur Palestro.

Son régiment, détaché du corps commandé par le prince Napoléon, était à la disposition du roi Victor-Emmanuel. Il avait atteint, le 31 mai, Palestro, mis en état de défense dans la crainte d'un retour offensif qui ne devait pas se faire attendre.

Au bruit du combat, le colonel de Chabron donne ordre d'abattre les tentes, déploie quatre compagnies en tirailleurs dans les blés qui les cachent entièrement et forme, derrière cette chaîne, sa colonne d'attaque. Les Piémontais faisaient bonne contenance, mais les Autrichiens allaient les prendre à revers. Alors, Chabron se place en tête de ses zouaves qui s'élancent au pas de course. L'ennemi aperçoit la colonne et dirige sur elle le feu d'une batterie soutenue par des chasseurs tyroliens dont le tir est précis. Plus les zouaves avancent, plus le terrain est découvert. Le sol est jonché de leurs morts. Le colonel fait battre la charge. Aux cris de : « Vive l'Empereur », le 3^e zouave franchit un canal, traverse des rizières, se heurte à une colonne autrichienne, la perce, se précipite sur les pièces, s'en empare. Les Autrichiens se ruent les uns sur les autres, se poussent afin de s'abriter derrière la Busca, courent vers le pont qui doit être leur salut et que défend une section d'artillerie.

L'encorement y fut effroyable. Les pièces ne trouvant aucune issue pour se retirer, l'une d'elles fut jetée avec ses quatre chevaux, son caisson, par-dessus le parapet du pont. Des quatre bataillons qui avaient passé la Busca, une grande partie fut noyée.

En moins de vingt minutes, tout avait disparu. Les zouaves reprirent leur campement du matin et, une heure après, la soupe bouillait dans les marmittes.

L'Empereur vint, dans la journée, visiter leur bivouac.

« C'est très bien, leur dit-il, vous avez dignement soutenu votre vieille réputation. » Il était accompagné du roi Victor-Emmanuel dont l'entraînement, pendant l'action, avait été tellement remarqué des zouaves que, dans leur esprit original, ils lui donnèrent sur le champ de bataille les galons de capitaine. En échange, le Roi accorda au régiment la médaille d'or avec l'inscription *Al valor militari*, que l'on voit actuellement attachée à la cravate du drapeau à côté de la Légion d'honneur, gagnée à San Lorenzo par la prise de deux étendards mexicains. Le colonel de Chabron reçut les deux étoiles.

L'armée française a été représentée en Italie, le 4 juin, jour anniversaire de la bataille de Magenta, par le général Espinasse qui commandait le 3^e zouave et y a quelques mois. C'était un jeune colonel, mais un très vieux zouave, car je me le rappelle portant, comme enfant de troupe, l'uniforme de ce corps. Il est le fils du général de division Espinasse, qui trouva à l'attaque de Magenta une mort que son courage téméraire semblait rechercher par instinct.

Le 4 juin 1859, Espinasse commandait la 2^e division du 3^e corps d'armée, général de Mac-Mahon. Il avait pris comme objectif le clocher de Magenta sur lequel devait se diriger toute la puissance de ses efforts. Son officier d'ordonnance était M. de Froidefonds, sous-lieutenant aux carabiniers.

A l'entrée du village, les généraux Espinasse, de Castagny, M. de Froidefonds mirent pied à terre. A ce moment, ce dernier reçut dans le ventre une balle qui le tua. Le général Espinasse se dirigea vers une maison défendue par des Tyroliens. Il fallait s'en emparer à tout prix pour pénétrer dans Magenta.

« Allons, mes zouaves, s'écria Espinasse, en frappant la porte du pommier de son épée, entrez par là ! » Au même instant, une balle lui cassa le bras et pénétra dans les reins. Le général resta immobile, s'efforçant, dans un suprême effort, contre la maison, puis l'épée lui échappa des mains et il tomba mort.

Le soir de la bataille, m'a raconté un témoin, je vis déposés sur les coussins

d'une vieille calèche trouvée dans Magenta les corps du général et de son officier d'ordonnance.

Solferino — 24 juin 1859 — est pour moi l'occasion de relire les lettres écrites par mon père, alors écuyer de Napoléon III, vieilles feuilles jaunies par le temps, qu'on ne peut revoir sans émotion, car elles semblent dégager encore, après cinquante années, un parfum de gloire, d'enthousiasme, qui prend au cœur.

Il écrivait le lendemain de la victoire : — Vous savez le résultat de cette splendide bataille. Plus on y pense, plus elle semble importante. Jamais la valeur française n'a été plus grande. J'ai tout vu, rien ne m'a échappé. Nous gravissions de mamelon en mamelon l'Empereur. J'ai vu enlever chaque position à la baïonnette. L'une d'elles, qui donnera son nom de Solferino à cette journée, a été disputée pendant sept heures et conquise par cette brave Garde.

Une autre, Cavriana, où nous sommes aujourd'hui, a été prise et reprise trois fois. Les Turcos s'en sont emparés, mais au prix de quelles pertes ! Le régiment est actuellement commandé par un capitaine.

Notre cavalerie a fait de belles charges. Les 1^{er} et 2^e chasseurs d'Afrique ont chargé avec abnégation pour dégager le corps du maréchal Niel. Le régiment de Montagu a été lancé contre un bois où il a trouvé de la mitraille, puis la cavalerie hongroise. Son lieutenant-colonel, des Ondes, a été tué. Les chasseurs de la Garde ont chargé aussi. M. de La Roche-Beaucourt, leur colonel, ayant eu son cheval tué, a été entouré et pris.

Les Autrichiens se sont bien battus, mais comme nos soldats ont été beaux ! Quel entrain ! Toujours en avant, ils couraient aussi vite que leurs officiers.

Le soldat est enchanté de l'Empereur, qui indiquait l'emplacement des batteries et restait voir l'effet de leur feu. Naturellement, on ripostait, mais nous n'avons rien eu. A certains moments où les balles pleuvaient, le docteur Larrey et le commandant Brady ont eu leurs chevaux tués.

Nous logeons dans la maison que l'Empereur d'Autriche habitait hier. Il y a dans le salon de service trois drapeaux ennemis.

Dans une autre lettre, il raconte la visite du champ de bataille par l'Empereur :

« ... Les pauvres mutilés sont pleins de courage. Les médecins en pansent sur place le plus possible, mais tous ne peuvent être soignés. Te figures-tu un malheureux blessé, soutenu par l'espoir d'être secouru, qui voit venir la nuit et se sent abandonné ! C'est la souffrance la plus cruelle. J'ai donné ma gourde bien souvent quand je pouvais m'arrêter. »

On songeait d'abord aux vivants. Le lendemain, on enterrait les morts.

La route de Solferino à Cavriana fut bordée, à droite et à gauche, de tertres surmontés d'une petite croix. Ils marquaient le chemin parcouru par les Turcos dans leurs trois attaques furieuses contre une redoute autrichienne. D'autres parties du champ de bataille présentaient une telle quantité de tombes qu'on se serait cru dans un vaste cimetière.

Actuellement, on vit de souvenirs, et à part quelques régiments appelés à soutenir l'honneur du pays dans des expéditions lointaines, on ignore ce qu'a été la grande guerre. On ne doit pas l'oublier.

On prépare l'avenir en accumulant sur nos frontières les moyens de défense, en perfectionnant les armes, en inventant des explosifs, en entraînant les hommes et les chevaux.

A côté de ces moyens violents, il en est un, tout pacifique, qui vaut bien les autres. Il consiste à rappeler aux générations actuelles l'exemple des anciens, qui ont sur nous l'avantage des beaux jours de Fleury, Austerlitz, Iéna, Solferino. Aussi, le chef qui remplira le cœur et le cerveau de ses hommes avec de tels souvenirs, est-il sûr, quelque soit le temps pendant lequel ces souvenirs auront semé la loi où ils furent déposés, de les voir se réveiller au moment voulu, de les retrouver aussi vivants qu'au premier jour.

L'homme de troupe doit connaître l'histoire de son régiment, savoir que le numéro qu'il porte au collet n'est pas une simple désignation d'ordre, mais un nom patronymique, représentant une tradition. Lorsqu'il lit sur la soie de son drapeau des noms tels que Jemmapes, Lutetia, Sébastopol, Magenta, il doit voir, dans ces inscriptions, l'arbre généalogique de la famille à laquelle il appartient.

Le maréchal Marmont n'a-t-il pas écrit : « Il faut que, dans l'opinion de chaque soldat, son régiment soit le plus beau, le plus glorieux », et le maréchal Bugeaud n'a-t-il pas dit : « On n'est soldat que quand on aime son drapeau ! »

Le drapeau, c'est le palladium de la famille. On vit pour l'honneur, on meurt pour le défendre.

Baron Pierre de Bourgoing.

Constantin Guys

On inaugure aujourd'hui, au cimetière de Pantin, grâce à l'heureuse initiative du Syndicat de la Presse artistique, un monument à Constantin Guys, le grand artiste auquel Baudelaire consacra des pages magnifiques, en l'appelant le peintre de la vie moderne...

D'où vient Guys ? Qui nous montrera son berceau ? On nous racontera son enfance, les aventures de sa vie vagabonde jusqu'au jour où, la soixantaine atteinte, il plantera sa tente nomade au milieu des foules parisiennes dont il va devenir l'enquêteur infatigable, après avoir promené son originale fantaisie et sa curiosité toujours en éveil à travers l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, la Crimée, les pays d'Orient ?

A quelle époque Guys commençait-il à jeter sur les feuilles volantes qui lui tombaient sous la main les premières formes de ses visions de la vie moderne, les premières esquisses barbares de ses vives impressions ? Quelle date faut-il assigner à l'éclat des « barbouillis primitifs » de l'étrange artiste ? Baudelaire suppose que Guys avait dépassé la quarantaine lorsque l'idée lui vint d'entendre pour la première fois sur une feuille blanche de l'encre et des couleurs. « J'ai vu

un grand nombre de ces barbouillis primitifs, écrit-il, et j'avoue que la plupart des gens qui s'y consacraient ou prétendaient s'y consacrer auraient pu, sans dés honneur, ne pas deviner le génie latent qui habitait dans ces ténébreuses chauchas. »

Et l'auteur des *Curiosités esthétiques* d'ajouter que « M. C. G. trouve, à lui seul, toutes les petites ruses du métier, qu'il fait, sans conseils, sa propre éducation et que, devenu puissant maître, à sa manière, il ne garde de sa première ingénuité que ce qu'il en faut pour ajouter à ses riches facultés un assaisonnement inattendu... »

Jugement d'une irréprochable justesse, mais qui laisse encore le lecteur dans l'ignorance de l'heure historique où Guys, « absorbé par les images qui remplissaient son cerveau », tenta pour la première fois de fixer définitivement le souvenir, dans des croquis agités, dans ces ombres et demi-ombres peintes d'une façon combinatoire les plus invraisemblables d'encre de Chine, de bleu de Prusse, de rouge vineux, de lilas tendre, de violet-éveillé, de sésia, de blancs rehauts de gouache.

« J'importe, d'ailleurs ! Et puis, en définitive, ne vaut-il pas mieux, malgré la curiosité de plus en plus aiguë des nombreux admirateurs de Guys, que le voile de mystère qui enveloppe sa vie ne se soulève qu'avec une discrète lenteur. L'impression troublante du personnage ne peut nuire à l'étrangeté de l'œuvre. »

Œuvre étrange assurément, — mais bien plus encore par la singulière originalité de l'interprétation, par sa violence d'activité, par l'agitation à la fois naïve et passionnée du métier, que par le choix des motifs, tous d'une banalité courante et d'une diversité relative : types de soldats

éloigne pendant les derniers jours du même mois pour y revenir quelque temps après. Dans cet intervalle il est allé dans une autre ville d'eau et c'est de là qu'il a écrit la lettre du 6 juillet. Reconstituons maintenant le calendrier des amours de l'inconstant compositeur. Si la lettre avait été écrite en 1801, aucun doute n'eût été possible, elle aurait été adressée à la comtesse Guicciardini; mais en 1807, Juliette était mariée, elle vivait loin de Vienne et n'entretenait plus aucune relation avec l'illustre musicien qui lui avait dédié la Sonate en ut dièse mineur. Donc, en 1807, Juliette avait cédé la place à Thérèse, Beethoven était alors au plus fort de sa passion pour la sœur de son ami le comte Brunswick. A cette époque-là, il avait évidemment l'intention de l'épouser. Dans les lettres qu'il écrivait à son frère il parlait d'elle comme d'une fiancée; et il semble permis de conclure avec une certitude à peu près absolue que c'est à elle qu'il avait adressé la lettre du 6 juillet. Pourquoi donc Beethoven renoua-t-il à ses projets de mariage? C'est tout simplement parce qu'il était un homme de génie et que les hommes de génie sont les premières victimes des illusions de leur propre cœur. Ils croient aimer une femme alors qu'ils ne cherchent en elle qu'une source d'inspirations.

G. Labadie-Lagrave.

LE LIVRE DU JOUR

Stanislas Fréron et Paulette Bonaparte

Stanislas Fréron, le fils du fameux adversaire de Voltaire, Elie-Fréron, eut une existence tourmentée. D'abord journaliste, rédacteur de l'Année littéraire comme son père, il joua un rôle important aux Jacobins, aux Cordeliers, à la Convention nationale et pendant la réaction thermidorienne; il finit comme modeste fonctionnaire à Saint-Domingue.

Du curieux ouvrage où M. Raoul Arnaud raconte la vie du fils de Fréron (1), nous détachons les jolies pages suivantes, où nous voyons l'ardent « sans-culotte », en mission à Marseille, épris de la sœur de Bonaparte.

Comme ceux de Paris, les salons de Marseille s'étaient ouverts après le 9 thermidor. Le commissaire Fréron y obtenait un succès qu'il devait autant au luxe dont il s'entourait qu'à sa réputation d'homme à la mode et à son passé de terroriste. Quand on avait annoncé son arrivée prochaine dans le département des Bouches-du-Rhône, les têtes et les cœurs des petites provinciales s'étaient enflammés en songeant qu'elles allaient voir un familier, un amant peut-être de la belle madame Tallien dont les somptueuses toilettes étaient décrites dans tous les journaux de mode. Elles s'étaient réjouies à l'avance de recevoir chez elles le chef élégant de la jeunesse dorée et d'affronter, le danger passé, un homme jadis si redoutable. Elles craignaient seulement qu'il ne dédaignât de paraître à leurs réceptions.

Mais Fréron était resté le gracieux petit maître, le brillant causeur d'autrefois. Il accepta avec joie toutes les invitations où il pensait trouver, avec de jolies femmes, le genre de délassements qu'il aimait. C'est dans un des salons où

il fréquentait, chez les Permon-Commène ou chez les Clary, sans doute, qu'il rencontra les sœurs de Bonaparte. Il les avait connues déjà à l'époque du siège de Toulon, alors qu'elles habitaient le Bausset, avec leur mère et leur frère Joseph. Stanislas Fréron était allé une ou deux fois au Bausset.

Paulette était alors une enfant de quatorze ans, bruyante et indocile (1). Elle avait l'âme indépendante des paysannes corses et quittait la maison surtout pour se perdre dans la campagne et aller voler des fruits en escaladant les murs. Il est vrai aussi que, si elle avait appris difficilement à lire et à écrire, elle donnait déjà tous ses soins aux détails de sa toilette, cherchant toujours quelque objet dont elle puisse se parer. Au demeurant, c'était une « excellente nature », une gamine tapageuse, riant sans cesse, contente de tout, acceptant allègrement la mauvaise fortune, mais s'attardant à regarder passer, avec convoitise, les belles dames en grande toilette et ne dédaignant pas d'être remarquée par les muscadins vêtus avec quelque élégance.

Au contraire de Paulette, sa sœur Elisa, élevée dans la maison royale de Saint-Cyr, passait à Marseille pour fort instruite et, si on lui prêtait de nombreuses aventures, si ces aventures défrayaient les canons de la ville, personne ne pouvait porter contre elle une accusation précise, car elle était en tout, discrète et réservée.

Paulette et Elisa allaient parfois rapporter des corbeilles de linge chez les clientes de leur mère. C'est ainsi, sans doute, qu'elles connurent les Permon-Commène qui s'intéressèrent à elles et les introduisirent dans la famille Clary. Ce fut un véritable coup de fortune. Le père Clary était un riche négociant qui possédait d'importants domaines à Istres sur les bords de l'étang de Berre. Il avait neuf enfants. Ses cinq filles furent prises au charme étrange de Paulette et d'Elisa et, comme elles ne voulaient point que d'aussi bonnes amies restassent dans la gêne, elles firent engager par leur père l'aînée des Bonaparte comme gouvernante, la seconde comme demoiselle d'honneur et leur frère Joseph comme commis.

Quelques semaines après, M. Clary mourut. Son fils aîné, Nicolas, lui succéda dans les affaires. Mais il manquait d'expérience et, comme il était très lié avec Joseph Bonaparte, il l'intéressa dans son négoce et lui en donna même la direction durant un voyage prolongé qu'il fit en ses propriétés d'Istres.

C'est au moment où la fortune semblait enfin sourire à la famille Bonaparte que Fréron arriva à Marseille. Il avait alors plus de quarante ans, mais il était resté le joli cavalier d'autrefois. Il avait gardé la félinerie du geste, l'aisance et la grâce et, si son visage était devenu plus grave, il était marqué de cet air de mélancolie tendre qui commençait à devenir à la mode. Stanislas avait connu les ivresses folles, les délires passionnés; il était las des aventures galantes et des liaisons sans lendemain. Il était à l'âge où l'homme éprouve le besoin de se donner tout entier à une affection profonde et durable.

(1) Paulette était le véritable nom de la sœur de Bonaparte. C'est Bonaparte qui la fit appeler Pauline.

Paulette était la plus jolie fille qu'on eût su voir. Son corps, qu'elle a publiquement dévoilé plus tard dans sa resplendissante nudité, devait être alors un petit chef-d'œuvre ébauché à peine, mais d'une ligne admirable et prêt à s'épanouir avec un éclat de fleur élargie au soleil. Son visage ressortait, ainsi qu'un médaillon d'une exquise pureté, de sa chevelure blonde, abondante et souple. Sa bouche était rouge d'un sang fleuve. Elle était légère, bizarre, sauvage.

Du premier coup, Stanislas et Paulette s'aimèrent. Stanislas se mit à adorer passionnément la jeune fille et Paulette, qui n'était, sans doute, pas insensible au luxe et au prestige du commissaire du gouvernement, fut prise aussi au charme de Stanislas et lui voua un amour gentiment puéril.

Il faut lire les lettres naïves qu'elle écrivait à son bon, à son tendre ami — « *mio bene, mio tenero amico* » — quand, un peu souffrant, il ne pouvait aller voir : « Pourquoi m'écris-tu, lui mandait-elle par Nout, le fidèle secrétaire de Fréron, tu ne m'aimes donc plus puisque tu me désoles? Je ne veux plus voir ton écriture jusqu'à ce que tu puisses sortir. » Et, dans la même lettre, elle ajoutait : « Nous nous écrirons et cela nous dédommagera de la privation de ne pas nous voir ».

Ils chantaient tous les deux l'éternelle et ravissante chanson des amours jeunes. Stanislas est aussi capable d'enfantsillages que sa « tendre et constante amante ». Il lui envoie une mèche de ses cheveux, son portrait. Ils font mille échanges amoureux. Ils cherchent à se rencontrer, se répètent les mots tendres qui leur viennent aux lèvres, se regardent en silence et se prennent la main en frémissant. Stanislas témoigne à Paulette une protection douce. Il essaye de l'instruire, de lui faire comprendre ce qu'il aime. Comme elle sait l'italien, il lui apprend à réciter quelques vers de Pétrarque et voilà que Paulette devient jalouse de Laure de Noves : « Laure et Pétrarque n'étaient pas si heureux que nous, écrit-elle; Pétrarque était constant, mais Laure?... »

Leur amour augmente tous les jours. Ils se voient d'ailleurs sans contrainte et Leticia Bonaparte ferme les yeux qui escompte déjà un placement avantageux pour l'un de ses nombreux enfants. Paulette sort dans la voiture du commissaire du Directoire, ils vont, tous deux, sous les grands pins maritimes, se promener, le soir, quand le soleil dore le château d'Iff de ses derniers rayons. La jeune fille vient sans cesse dans la maison de Fréron; elle s'entretient de côté à côté au théâtre et Barras, qui n'épargne pas ses médisances à la famille Bonaparte, ne manquera pas de dire, dans ses *Mémoires*, que la sœur de Napoléon « vivait, maritalement » avec Stanislas Fréron.

Ce qui est sûr, c'est que la jeune fille était d'autant plus compromise que Fréron ne semblait vivre que pour elle. Rappelé, à plusieurs reprises, par le Directoire, il n'avait pas obéi, pour ne point quitter Paulette. A Paris, pourtant, il le savait, des bruits extraordinaires couraient sur son compte; on disait qu'il s'était « mis à la tête de trente, de soixante mille hommes dans le Midi » et qu'il se préparait à « marcher sur la capitale. » Fréron est toujours à Mar-

seille, contait malignement un journaliste, gardé comme une chaise par un gros corps de garde de la troupe de ligne, ayant une cour très jacobine, dominant des fêtes et ne voulant pas retourner à Paris.

Stanislas ne pouvait, en effet, se résoudre à quitter Marseille. Il usa de tous les moyens pour que sa mission lui fût renouvelée. Il fit écrire des lettres au Directoire, adresser au Conseil des Cinq-Cents, par divers groupes de citoyens, des pétitions où était demandé son maintien à la tête des départements méridionaux.

Mais il comptait sans les ennemis nombreux qu'il avait aux Cinq-Cents et qui ne laissaient pas de l'attaquer avec violence. Le 30 ventôse, Jourdan, député des Bouches-du-Rhône, après avoir dit que Fréron cherchait à faire du Midi de la France une Vendée jacobine, s'écria :

« Fréron, rappelé depuis un mois par le Directoire, continue à régner sur ce chaos. Fréron, le plus insensé des hommes et le plus coupable, poursuit son étrange mission, malgré le Directoire lui-même. »

Isnard, dans un éloquent discours, vint soutenir Jourdan et fit enfin voter le rappel immédiat de Fréron, en même temps que la nomination d'une commission de cinq membres pour « examiner ce qui se passait dans les Bouches-du-Rhône ».

Stanislas est bien obligé alors de se préparer à quitter Marseille. Mais, comme il ne veut pas partir sans Paulette, comme Paulette ne peut se séparer de lui, ils décident tous deux de faire célébrer leur mariage sans tarder. Seulement, la situation des Bonaparte n'est plus la même. Napoléon vient d'épouser une femme à la mode et il a été nommé général en chef de l'armée d'Italie. Joseph Bonaparte est devenu riche, ainsi il a pu obtenir la main de Julia Clary, la sœur de son patron. C'est la fortune.

Aussi Mme Bonaparte, en mère prudente et en femme pratique, voudrait bien, maintenant, que Stanislas attendît pour se marier d'avoir obtenu du Directoire quelque nouvelle mission fructueuse ou quelque poste important. Fréron, devant les observations de Mme Bonaparte et connaissant l'influence que Napoléon avait déjà sur sa mère, s'adressa au général en chef de l'armée d'Italie, sûr d'avance que le souvenir des services rendus pousserait son ami à le soutenir auprès d'elle.

« Tu m'as promis avant de partir, mon cher Bonaparte, lui écrivit-il, une lettre pour la femme; nous sommes convenus que tu lui annoncerais mon mariage afin qu'elle ne soit point étonnée de la soudaine apparition de Paulette quand je la lui présenterai... »

Ta mère oppose un léger obstacle à mon empressement. Je tiens à l'idée de me marier à Marseille sous quatre ou cinq jours; tout est même arrangé pour cela. Je t'en conjure, écris sur-le-champ à ta mère pour lever toute difficulté... Je compte sur toi, je t'embrasse et suis à toi et à elle (Paulette) pour la vie. »

Bonaparte reçut cette lettre tandis qu'il arrivait à l'armée d'Italie. Il faut penser qu'il ne se hâta point d'y répondre ou plutôt que, comme sa mère, il conseilla à Fréron d'attendre des jours meilleurs, puisque les deux amants durent se séparer, non sans bien s'être

promis de ne s'oublier jamais et de s'écrire presque chaque jour.

A peine arrivé à Paris, Fréron fut attaqué avec une extrême violence. Il n'est que Louvet qui eut le courage de prendre sa défense et de se moquer des journalistes qui parlaient sérieusement des « quatre millions en numéraire qu'il avait emportés, après avoir déposé avec peine les faisceaux de son proconsulat ».

Fréron s'empressa alors d'envoyer au Directoire un Mémoire, qui a été conservé dans nos archives, où il se justifiait des dilapidations dont on l'accusait. Le Directoire constata que « les dépenses du commissaire ne paraissaient pas exceptionnelles », mais il ajouta aussi que « le cortège n'était point d'une nécessité indispensable à l'objet de la mission », et Fréron fut impitoyablement éconduit; il était devenu aussi trop compromettant.

Tous les journaux le poursuivaient avec acharnement et Isnard venait de publier contre lui avec une incroyable ostentation de richesses oratoires, un Mémoire dont on faisait grand bruit. « On se répétait les passages de cet écrit où Fréron était dépeint sous les couleurs les plus noires », et personne ne voulait plus connaître cet homme qui, disait Isnard, avait « atteint jeune encore l'immortalité du crime ». Pour s'en débarrasser, on essaya même de l'impliquer dans l'affaire Bâbeuf, mais l'accusation ne reposait sur aucun fait précis et, encore qu'on eût annoncé dans les journaux que Fréron allait être traduit devant une Haute-Cour de justice, il fut laissé en liberté.

Heureusement arrivait de Marseille de brillantes lettres d'amour : « Je voudrais être avec toi, écrivait Paulette, je te consolerais de toutes les injustices qu'on a pour toi. » Puis elle ajoutait calmement : « Ah! caro mio, cara mia spera, idole mio... ti amo sempre e passionatamente per sempre, ti amo, ti amo, bell'idol mio, sei enore, mio tenero amico, ti amo, amo, amo, si amatissimo amante... »

Mais la famille Bonaparte ne se souciait point d'unir les deux amants, s'ingéniant au contraire à ce que Paulette oubliât Stanislas. On ne refusait à la jeune fille ni les bijoux, ni les toilettes; on la conduisait au théâtre, on lui faisait faire des séjours à la campagne « où l'on essayait de la distraire par toutes sortes d'amusements ». Mais plus les obstacles s'accumulaient, plus elle aimait son tendre ami : « Il ne s'en est guère fallu, lui écrivait-elle, que tu aies perdu la Paulette; j'ai tombé dans l'eau en voulant sauter dans le bateau; heureusement on m'a secouru à temps... L'eau que j'ai bu dans la rivière n'a pas refroidi mon cœur pour toi. »

Fréron, poussé par les encouragements de Paulette, s'est ardemment mis à l'ouvrage. Il travaille « pour répondre aux dénégations qui ont retenties à la tribune des représentants du peuple », à son *Mémoire historique sur la réaction royale et sur les Massacres du Midi*. Il pense bien confondre ses accusateurs et arriver à ce que justice lui soit rendue.

Son ouvrage était achevé, lorsqu'une femme, dont il avait eu deux enfants, malheureuse de se sentir délaissée, fit quelque esclandre. Elle écrivait sans doute à Leticia Bonaparte ou à son fils qui posséderait ainsi un prétexte nouveau

pour s'opposer plus encore au mariage de Stanislas avec Paulette. Toutefois, la jeune fille ne pouvait se résoudre à abandonner ses projets : « Du courage, mon bien aimé, mandait-elle à Stanislas, notre constance verra le temps où tous les obstacles seront levés; j'en suis sûre... » puis elle se préoccupait de la maîtresse de Fréron : « Je suis bien inquiète de savoir le résultat de cette femme, mais tout ce que tu me dis me rassure; je connais la droiture de ton cœur et approuve les arrangements que tu prendras à cet égard. »

Dans la famille Bonaparte, seuls, Lucien et sa femme poussaient au mariage de Fréron, car Josephine elle-même, que Stanislas croyait « pour lui » et qu'il avait connue plus tolérante, trouvait que Paulette serait déshonorée si on l'unissait à Stanislas.

Fréron commençait à s'alarmer : il pria Lucien, alors en Italie, d'aller voir son frère et Lucien lui répondit :

« J'ai vu Napoléon à Milan, mais si peu et si occupé qu'aucune nouvelle de famille n'a pu être discutée entre nous ». Toutes ces démarches étaient inutiles, car, entre deux victoires, Napoléon refusa net d'accepter Fréron pour beau-frère.

Cette rupture coûta bien des larmes à Paulette. Stanislas en éprouva un immense chagrin. Il devint chaque jour plus triste, plus sombre, plus sauvage, plus las de lutter. Pourtant, espérant encore, si lui redevenait puissant, que Bonaparte ne lui refuserait plus son consentement, il tenta de justifier, au Conseil des Cinq-Cents, son élection de député en Guyane.

La loi du 10 vendémiaire an II avait stipulé que les « représentants des colonies continueraient à exercer provisoirement leur mandat jusqu'à ce qu'on ait eu le temps de faire ouvrir des collèges électoraux ». En conséquence, Fréron s'était ingénié, avec son collègue Garnier de l'Aube, qui, comme lui, ne siégeait plus aux Cinq-Cents, à se faire nommer en Guyane. Les électeurs n'avaient pas reçu de convocation régulière. Ils avaient été recrutés, au nombre de seize, par un compatriote de Garnier lequel, Jeanet, joua un assez vilain rôle d'agent électoral. Fréron et Garnier obtinrent la grosse majorité de 14 voix. Mais le Conseil des Cinq-Cents se refusa à valider des nominations aussi fantaisistes. Isnard fit un rapport où il montrait bien que les élections de la Guyane n'étaient pas valables et Stanislas Fréron sortit de la salle des séances sous les quolibets de ses anciens collègues.

Il apprenait, peu après, que Paulette avait oublié son amour aussi complètement que s'il n'eût jamais existé et qu'elle s'était éprise du général Junot. Fréron en éprouva un vif chagrin. En même temps que ses ambitions politiques s'écrasèrent, il voyait disparaître le rayon qui avait éclairé sa vie. Alors, désespéré, meurtri, il alla se réfugier dans les bras de celle qu'il avait fait le projet d'abandonner et qui fut tout heureuse de pouvoir panser le pauvre cœur dolent qui lui était rendu.

Raoul Arnaud.

Imprimeur-gérant : QUINTARD

Paris, Imprimerie du Figaro, 26, rue Drouot

Au Châtelet :

IVAN LE TERRIBLE

(LA PSKOVITAINE)

Drame lyrique de Rimsky-Korsakow

Traduction française de Michel Delines

Fragment du « Chœur des Jeunes Filles »

CHANT Moderato. Chœur de jeunes filles dans les coulisses.

Bel-le chè-nai-e, grands ar-bres verts, Oh, vas-te chè-nai-e, feuil-

PIANO Moderato.

la-ge-om-breux! Pourquoi gé-mir-si fort, pour-quoi pleures-tu? As-tu

peur du vent, de-l'o-ra-ge des é-clairs? Plus d'oi-seaux sur les ar-bres

mf Les voix se rapprochent.

verts Et l'on-n'en-tend plus leurs gais-re-frains Seul le cou-cou-ré-

-pè-te-son chant plaintif, st-ti-rant des flé-aux-sur les pau-vres gens!

CHANT Les jeunes filles traversent la scène

C'est un oi-seau re-mu-ant, ru-sé, Oui, c'est un oi-seau qui n'a pas-de

nid. Tel-le u-ne vier-ge-re-bel-le, sans frein, har-die, qui pro-

fi-te-des-jours-de-li-ber-té Oh! com-bien, oh! com-bien de

nids qui res-tent, dans la fo-rêt, dé-serts, pour a-bri-ter de l'o-

-rage-et-des-é-clairs les oi-seaux qui s'é-ga-rent dans l'a-zur.

Pianissimo.

(*) Au théâtre la dernière mesure est omise.

(Publié avec l'autorisation de MM. W. Bessel et Co, éditeurs, Saint-Petersbourg. Représentant à Paris M. Max Eschig, 13, rue Lafitte.)